

Edito : Quelle riposte face aux attaques du patronat et du gouvernement ?

Les plans de licenciements s'accélèrent : après PSA, c'est Goodyear et Petroplus qui menacent de mettre des milliers de salariés supplémentaires sur le carreau (sans compter les conséquences en chaînes sur les sous-traitants). Depuis janvier 2009, les patrons ont fermé plus de mille usines et détruit plus de 120 000 emplois industriels. Et le Medef en rajoute puisqu'il voudrait maintenant imposer la dégressivité des indemnités chômage. Il met les gens dehors et veut désormais réduire au minimum la durée et le montant des indemnités de ceux qu'il a licenciés ! Histoire de faire pression sur ceux qui ont encore du travail... A Renault, la direction annonce la suppression de 8 260 emplois d'ici 2016 et un chantage en supplément : soit les syndicats acceptent une augmentation du temps de travail, la suppression de 21 jours de RTT, la mobilité obligatoire entre les différents sites et le gel des salaires en 2013 et 2014, soit Renault raye de la carte deux de ses sites !

Le gouvernement en rajoute puisqu'il veut insérer dans le code du travail l'accord « flexisécurité » du 11 janvier signé par le MEDEF, la CFDT, la CGC et la CFTC qui facilite les licenciements, la mobilité imposée, permet d'augmenter les horaires et baisser les salaires ! Pendant ce temps là, le fort en gueule Montebourg a fini son numéro et demande aux salariés d'accepter les chantages patronaux.

En outre, face à l'aggravation de la crise qui va contraindre le gouvernement à réviser ses prévisions de croissance de +0,8% à 0-0,2% pour 2013, de nouvelles attaques se profilent :

- **Nouvelle réforme des retraites**, avec comme pistes la désindexation des pensions sur les prix et/ou l'augmentation de la durée de cotisation. Évidemment, pas question pour le gouvernement d'augmenter les cotisations patronales !
- **Amplification des réductions de dépenses publiques** : baisse des dotations de l'État aux collectivités territoriales, des dépenses de fonctionnement des administrations, etc.
- **Fiscalisation des allocations familiales**

Et le gouvernement, qui ne trouve pas un centime pour les besoins sociaux, trouve des dizaines de millions pour faire la **guerre au Mali**, afin d'y défendre les intérêts des grands groupes français (Bouygues, Bolloré...), et non pour venir en aide aux maliens, comme nous le fait croire la propagande des médias et des partis du système lors de chaque guerre.

Face à ces attaques, les mobilisations montent en puissance et se coordonnent : meeting des boîtes en lutte le 24 janvier à Sciences Pô, rassemblement devant le siège de Goodyear le 12 février, grève reconductible à PSA Aulnay, etc. Face à cela, la seule réponse du gouvernement est le déploiement d'un dispositif policier chaque jour plus impressionnant, qui s'est traduit par exemple par le gazage des professeurs des écoles en grève qui manifestaient le 12 février rue de Grenelle. Et Valls explique que « la colère des ouvriers doit être canalisée par les syndicats »...

C'est la responsabilité des directions syndicales de proposer un plan d'envergure pour bloquer ces attaques. Notamment par :

- la constitution d'une caisse de grève nationale pour soutenir les grévistes des secteurs en lutte
- un positionnement clair : mettre fin au « dialogue social » entre « partenaires », arrêter d'accompagner les contre-réformes, et combattre la politique du gouvernement !
- la mise en avant de revendications précises : refus de tous les licenciements, nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui veulent licencier, hausse générale des salaires de 300€
- un appel national, clair et net, à la grève et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris le 5 mars contre la transcription dans la loi de l'accord « flexisécurité »

Force est de constater qu'elles ne veulent prendre pour le moment aucune initiative sérieuse pour mettre en échec le gouvernement et le patronat. **Le NPA met toutes ses forces pour contribuer à renforcer les convergences entre les différentes luttes, à impulser leur auto-organisation, à regrouper les militants combatifs dans les syndicats, à construire un pôle alternatif à la politique des directions des confédérations syndicales.**

PSA Aulnay : la grève continue !

PSA a mis le paquet contre les grévistes d'Aulnay : en plus d'avoir embauché des bataillons de vigiles, elle a envoyé des centaines de cadres pour mettre la pression sur les grévistes. La presse nationale a été impressionnée par ces chefs en rangs serrés autour et dans la boîte qui provoquaient les grévistes, soit-disant pour protéger « l'outil de travail » que PSA s'apprête à bazarder. Les milices patronales des années 1970 étaient de retour, essayant de pousser les grévistes à la faute. Et la direction a annoncé vendredi 15 février le licenciement de deux grévistes. Pourtant la direction ne parvient pas à casser la grève, qui continue depuis 6 semaines. Les contacts avec les autres entreprises en lutte se renforcent. La solidarité se développe.

Pour soutenir les grévistes, vous pouvez envoyer vos dons à : « Soutien aux salariés de l'automobile du 93 » au 19-21 rue Jacques Duclos, 93600 AulnaysousBois.

Charte de la mobilité interne des agents B et C : inacceptable !

Pour répondre aux dysfonctionnements des dernières campagnes, la direction a écrit un projet de charte. On y retrouve (en plus « light » par rapport aux projets initiaux) toute la logorrhée managériale : « ressources humaines », « capital de compétences », etc. Loin de donner des droits ou des garanties aux agents, le projet de charte stipule que les agents devront faire la liste des « compétences acquises » afin de prouver qu'ils sont dignes d'occuper le poste qu'ils visent. Ce projet de charte est inacceptable. Ce dont nous avons besoin, c'est de protections qui fassent cesser les dérives actuelles, où on nous intime de nous vendre, de prouver nos compétences et notre motivation. Les entretiens doivent servir à présenter le poste, et le CV ne devrait contenir que la liste des postes antérieurs.

La lutte de classe : un « gros mot » ou une réalité ?

Selon un récent sondage Ifop pour *L'Humanité*, 64% des français pensent que « la lutte des classes est une réalité », n'en déplaise au franco-suisse ministre « socialiste » du budget Cahuzac, qui lui, n'a « jamais cru » à la lutte des classes. Selon un autre sondage (Ifop pour *La Croix*), 80% des français pensent que le capitalisme est un système qui « fonctionne mal » et 26% pensent qu'il faut l'abandonner (les autres pensant qu'il n'y a pas d'alternative). C'est le rôle du NPA de convaincre largement de la nécessité et de la possibilité d'un autre système... et de la nécessité de s'organiser pour y arriver !

Sirhius : à la poubelle !

La mort dans l'âme, la direction a donc annoncé le report du déploiement de Sirhius. Mais pas question pour elle de renoncer à un si bel outil « moderne » pour les managers du 21^{ème} siècle ! Sirhius a au moins un avantage : il engraisse la boîte qui a conçu le logiciel, et il donne du travail aux spécialistes « RH » qui ont débarqué à l'INSEE pour superviser le déploiement. Nous avons rendu visite, suite à l'AG du 28 janvier, à l'un d'entre eux, M. Sainte Marie, administrateur civil propulsé à la tête des « ressources humaines ». Nous avons eu droit à un discours formaté (Sirhius est un beau projet, c'est pour votre bien, et il faut qu'on dialogue tous ensemble), alors que nous attendions des réponses à nos revendications : retrait de Sirhius et arrêt des prélèvements « groupés » des journées de carence. Aux vertus du « dialogue social »... nous préférons celles du rapport de force ! Il faudra les secouer un petit peu plus pour faire dérailler leur joli projet...

Goldman Sachs propose une baisse des salaires de 30% en France !

Un économiste de Goldman Sachs a une solution pour redresser l'économie française : baisser la « moyenne salariale d'environ un tiers ». Il a au moins le mérite de pousser la logique de la quête de « compétitivité » jusqu'au bout. Le Pacte de « compétitivité » de Hollande est un premier pas, en faisant basculer 20 milliards des travailleurs vers les capitalistes. La logique folle du capitalisme implique de baisser les salaires pour augmenter le taux de profit et faire repartir la croissance. Faut-il accepter toutes les régressions au nom de la sauvegarde de ce système monstrueux... ou faut-il œuvrer à son renversement pour mettre au centre la satisfaction des besoins humains ?

Envie de participer à l'élaboration du bulletin ? De donner des informations ?

Une seule adresse : npainsee75@yahoo.fr

Site : <http://npainsee75.eklablog.com/>

NPA Paris 14^{ème} : <http://npaparis14.free.fr/>